

Coup de projecteur (politique) sur la montée en puissance de France services

L'exécutif entend continuer à renforcer la présence des services publics dans les territoires et il veut le faire savoir. Le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, se rend ce vendredi 8 décembre dans les Côtes-d'Armor, à l'occasion du dévoilement de la nouvelle carte des espaces France services, ces guichets mutualisés qui proposent une porte d'entrée unique à différents services publics, des impôts à Pôle emploi, en passant par les allocations familiales, La Poste, l'assurance maladie ou les titres sécurisés. Objectif : proposer de nouvelles manières d'aller au contact des usagers isolés par la fermeture des guichets de service public et la dématérialisation des démarches.

Outre l'inauguration de ce dispositif en sous-préfecture de Lannion, le ministre en profitera donc pour acter pleinement "l'acte II" du réseau France services et officialiser la labellisation de 96 nouvelles structures, portant ainsi à 2 700 le nombre total d'espaces France services. Ce développement du maillage territorial n'est pas la seule nouveauté puisque le catalogue des services proposés dans ces guichets va lui aussi être enrichi dans quelques semaines. Avec l'arrivée du ministère de la Transition écologique et de l'Agence nationale de l'habitat parmi les partenaires du dispositif, les usagers pourront ainsi être accompagnés au sein des espaces France services pour leurs demandes relatives notamment aux primes de rénovation énergétique (MaPrimeRénov').

Aucun doute, non plus, que Stanislas Guerini profitera de son déplacement pour répliquer aux critiques des députés de La France insoumise, selon qui la création des espaces France services ne serait qu'un *X* "simple cache-misère" qui n'aurait "finalement eu que pour objet d'accompagner l'abandon des guichets dans les territoires ruraux". Des députés LFI qui ont réussi, la semaine dernière, à faire adopter une de leurs propositions de loi "tendant à la réouverture des accueils physiques dans les services publics", à rebours d'une dématérialisation qui, selon eux, déshumaniserait ces services publics.